effectués ou dus en vertu des statuts en vigueur au 31 mars 1961, et les nouvelles dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article IV ne s'appliqueront pas rétroactivement aux prestations de retraite que le bénéficiaire a converties partiellement en un versement en capital;

4. Lorsqu'une prestation de retraite a été convertie partiellement en un versement en capital, le montant de toute portion restante qui est versée ou due sous forme de rente sera majoré au prorata de la majoration qui aurait été accordée en vertu du paragraphe 2 ci-dessus pour la pension de retraite complète, sauf en ce qui concerne les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article IV, si aucune portion n'en avait été convertie;

5. La présente résolution ne crée aucun droit à une pension ou à une rente pour laquelle aucun droit n'existait à la date à laquelle un ancien participant a cessé ses fonctions;

6. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est prié d'étudier à sa prochaine session les méthodes qui permettraient d'effectuer à l'avenir des ajustements des prestations déjà octroyées et, en attendant les résultats de cette étude, le Comité mixte est invité à constituer, à l'aide du rendement excédentaire de ses placements, une réserve pour ajustement des pensions et à porter chaque année au crédit de cette réserve un montant suffisant pour couvrir la valeur actuarielle d'une majoration de 1 pour 100 des prestations et rentes versées et des rentes différées dues en vertu de l'article X des statuts.

954^{ème} séance plénière,
18 décembre 1960.

1562 (XV). Amendements au règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général³⁰ et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³¹,

1. *Adopte* le texte annexé à la présente résolution qui constituera le règlement modifié concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice;

2. *Décide* que le règlement modifié entrera en vigueur le 1er janvier 1961 et qu'il remplacera le règlement figurant dans l'annexe à la résolution 86 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946, tel qu'il a été amendé par la résolution 1408 (XIV) du 1er décembre 1959.

954^{ème} séance plénière,
18 décembre 1960.

ANNEXE

REGLEMENT CONCERNANT LE REGIME DES PENSIONS DES MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ARTICLE PREMIER

Pension de retraite

1. Tout membre de la Cour internationale de Justice qui a cessé d'exercer ses fonctions et qui atteint l'âge de 65 ans

a droit jusqu'à son décès, sous réserve du paragraphe 4 ci-dessous, à une pension de retraite payable par mensualités, à condition toutefois:

a) D'avoir accompli au moins cinq ans de service;

b) De n'avoir pas été tenu de se démettre de ses fonctions conformément à l'Article 18 du Statut de la Cour, pour des raisons autres que son état de santé.

2. Le montant de la pension de retraite est établi de la manière suivante:

a) Si le membre de la Cour a exercé ses fonctions pendant toute la durée d'un mandat de neuf ans, le montant de la pension est de 10.000 dollars par an;

b) S'il a exercé ses fonctions pendant plus de neuf ans, le montant de sa pension annuelle est augmenté de 33,33 dollars pour chaque mois de service supplémentaire, à condition toutefois que la pension de retraite maximum ne dépasse pas les deux tiers de son traitement annuel;

c) S'il a exercé ses fonctions pendant une durée inférieure à un mandat de neuf ans, le montant de la pension de retraite est établi sur la base de 10.000 dollars selon le rapport entre le nombre de mois pendant lesquels il a exercé ses fonctions et 108.

3. Tout membre de la Cour qui cesse ses fonctions avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans et qui aurait droit à une pension de retraite lorsqu'il atteint cet âge peut choisir de recevoir une pension à partir de toute date postérieure à celle à laquelle ses fonctions prennent fin. Dans ce cas, le montant de sa pension est fixé à l'équivalent actuariel de la pension de retraite qui lui aurait été versée à 65 ans.

4. Un ancien membre de la Cour qui est réélu ne perçoit aucune pension jusqu'à ce qu'il cesse à nouveau d'exercer ses fonctions. A cette date, le montant de sa pension sera calculé conformément au paragraphe 2 ci-dessus sur la base de la durée totale de ses services et réduit du montant de l'équivalent actuariel de toute pension de retraite qui lui aurait été versée avant qu'il ait atteint l'âge de 65 ans.

ARTICLE II

Pension d'invalidité

1. Tout membre que la Cour juge incapable de s'acquitter de ses fonctions en raison d'un mauvais état de santé ou d'une invalidité à caractère permanent a droit, lorsqu'il cesse ses fonctions, à une pension d'invalidité payable par mensualités.

2. Le montant de la pension d'invalidité est calculé conformément au paragraphe 2 de l'article premier, étant entendu toutefois qu'il ne peut être inférieur à 5.000 dollars par an.

ARTICLE III

Pension de veuve

1. Au décès d'un membre marié de la Cour, sa veuve a droit à une pension de veuve égale au tiers de la pension que le défunt aurait perçue s'il avait eu droit à une pension d'invalidité au moment de son décès, étant entendu toutefois que cette pension de veuve ne peut être inférieure au sixième du traitement annuel du défunt.

2. Au décès d'un ancien membre marié de la Cour qui bénéficiait d'une pension d'invalidité, sa veuve, à condition qu'elle ait été son épouse à la date à laquelle le défunt a cessé ses fonctions, a droit à une pension de veuve égale au tiers de la pension que percevait son mari, étant entendu toutefois que cette pension de veuve ne peut être inférieure au sixième du traitement annuel du défunt.

3. Au décès d'un ancien membre marié de la Cour qui avait droit à une pension de retraite, sa veuve, à condition qu'elle ait été son épouse à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, a droit à une pension de veuve dont le montant est établi comme suit:

a) Si, à la date de son décès, l'ancien membre de la Cour n'avait pas commencé à percevoir sa pension de retraite, la pension de veuve est égale au tiers de la pension qui aurait été payable au défunt en application du paragraphe 3 de l'ar-

³⁰ *Ibid.*, point 64 de l'ordre du jour, document A/4424.

³¹ *Ibid.*, documents A/4544 et A/4579.

ticle premier s'il avait commencé à la percevoir à la date de son décès, étant entendu toutefois que la pension de veuve ne peut être inférieure au douzième du traitement annuel du défunt;

b) Si l'ancien membre de la Cour avait commencé à percevoir sa pension de retraite avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans, en application du paragraphe 3 de l'article premier, la pension de veuve est égale au tiers du montant de cette pension mais ne peut être inférieure au douzième du traitement annuel du défunt;

c) Si l'ancien membre de la Cour avait atteint l'âge de 65 ans lorsqu'il a commencé à percevoir sa pension de retraite, la pension de veuve est égale au tiers de cette pension mais ne peut être inférieure au sixième du traitement annuel du défunt.

4. En cas de nouveau mariage, la veuve perd le droit à la pension.

ARTICLE IV

Pensions d'enfant

1. Chaque enfant ou chaque enfant adoptif d'un membre ou d'un ancien membre de la Cour qui décède a droit, tant qu'il reste célibataire et qu'il est âgé de moins de 21 ans, à une pension dont le montant est établi comme suit:

a) S'il y a une veuve ayant droit à une pension en application de l'article III, le montant annuel de la pension d'enfant s'élève à:

i) 10 pour 100 de la pension de retraite que l'ancien juge percevait; ou

ii) Dans le cas où l'ancien juge n'avait pas commencé, à la date de son décès, à percevoir sa pension de retraite, 10 pour 100 de la pension qui lui aurait été payable en vertu du paragraphe 3 de l'article premier s'il avait commencé à percevoir cette pension au jour de son décès; ou

iii) En cas de décès d'un juge en fonctions, 10 pour 100 de la pension que le juge aurait reçue s'il avait eu droit à une pension d'invalidité au jour de son décès;

étant toutefois entendu que dans aucun cas le montant de la pension d'enfant ne peut dépasser 600 dollars par an;

b) En l'absence de veuve ayant droit à une pension en application de l'article III, ou en cas de décès de la veuve, le montant total des pensions d'enfant payables en vertu de l'alinéa a ci-dessus est augmenté du montant suivant:

i) S'il n'y a qu'un seul enfant ayant droit à pension, de la moitié du montant de la pension qui était versée ou qui aurait été versée à la veuve;

ii) S'il y a deux enfants ayant droit à pension ou davantage, du montant de la pension qui était versée ou qui aurait été versée à la veuve;

c) Le montant total des pensions payables en application de l'alinéa b ci-dessus est divisé également entre tous les enfants ayant droit à pension pour déterminer le montant de la pension de chaque enfant; au fur et à mesure que des enfants cessent d'avoir droit à pension, le montant total payable à ceux qui continuent à y avoir droit est calculé à nouveau conformément à l'alinéa b.

2. Le montant total des pensions d'enfant, ajouté au montant de toute pension versée à la veuve, ne doit pas dépasser la pension que recevait ou qu'aurait reçue l'ancien membre de la Cour ou le membre de la Cour encore en exercice.

ARTICLE V

Dispositions spéciales

1. Nonobstant les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article premier, les membres de la Cour qui sont élus à des sièges devenus vacants avant la date fixée et qui exercent leurs fonctions pour le terme du mandat de leur prédécesseur, lorsque ce terme est inférieur à cinq ans mais n'est pas inférieur à trois ans, ont droit, lorsqu'ils se retirent après avoir accompli ce terme et à condition de ne pas être réélus, pour le restant de leur vie et sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'article premier, à une pension de retraite payable

mensuellement et calculée conformément à l'alinéa c du paragraphe 2 de l'article premier.

2. Au décès d'un ancien membre marié de la Cour qui avait droit à une pension de retraite en vertu du paragraphe 1 ci-dessus, sa veuve et ses enfants ont droit aux prestations appropriées prévues au paragraphe 3 de l'article III et à l'article IV, sous réserve des conditions qui y sont définies, mais sans application des minimums y relatifs.

ARTICLE VI

Définitions

1. On entend par "membre de la Cour" le Président, le Vice-Président ou tout autre membre de la Cour en exercice.

2. On entend par "traitement annuel" le traitement annuel, à l'exclusion de toutes indemnités, qu'a fixé l'Assemblée générale et que percevait le membre de la Cour au moment où il a cessé ses fonctions.

ARTICLE VII

Dispositions diverses

1. Le montant des pensions prévues au présent règlement sera établi dans la monnaie dans laquelle l'Assemblée générale aura fixé le traitement du membre de la Cour intéressé.

2. Toutes les pensions prévues au présent règlement seront considérées comme dépenses de la Cour, au sens de l'Article 33 du Statut de la Cour.

3. Le Président de la Cour et le Secrétaire général établiront une table des facteurs de réduction actuarielle après avoir pris l'avis d'un ou de plusieurs actuaires qualifiés.

ARTICLE VIII

Application et date d'entrée en vigueur

1. Le présent règlement est applicable à partir du 1er janvier 1961 à toutes les personnes qui sont membres de la Cour à cette date ou qui le seront après cette date; toutefois, les membres de la Cour élus à la quinzième session de l'Assemblée générale ou antérieurement peuvent, dans le délai de trois mois à compter de la date d'adoption du présent règlement, décider que leurs droits seront déterminés conformément au règlement en vigueur immédiatement avant l'adoption du présent règlement³²;

2. Les anciens membres de la Cour qui ont quitté leurs fonctions avant le 1er janvier 1961, ou leurs ayants droit qui perçoivent une pension au 1er janvier 1961, peuvent décider, dans les trois mois qui suivent l'adoption du présent règlement, que leurs droits seront soumis aux dispositions de ce règlement; tout ancien membre de la Cour ou son ayant droit qui opte en faveur de cette solution verra les versements à titre de pension qui lui sont dus au 1er janvier 1961 ou après cette date calculés conformément au présent règlement.

1575 (XV). Prévisions de dépenses relatives à l'entretien de la Force d'urgence des Nations Unies³³

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1089 (XI) du 21 décembre 1956, 1151 (XII) du 22 novembre 1957, 1337 (XIII) du 13 décembre 1958 et 1441 (XIV) du 5 décembre 1959,

Ayant examiné les observations formulées par les Etats Membres au sujet du financement de la Force d'urgence des Nations Unies,

Ayant examiné le projet de budget relatif à la Force présenté par le Secrétaire général pour l'année 1961³⁴,

³² Annexe à la résolution 86 (I) de l'Assemblée générale, telle qu'elle a été modifiée par la résolution 1408 (XIV).

³³ Voir "Répartition des points de l'ordre du jour", note 5.

³⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 27 de l'ordre du jour, document A/4396.